Affaires courantes

LE SUICIDE ASSISTÉ

M. Joe McGuire (Egmont, Lib.): Monsieur le Président, dans la deuxième pétition, les pétitionnaires demandent que le Parlement veille à ce que les dispositions actuelles du Code criminel interdisant l'aide au suicide soient appliquées rigoureusement et qu'il n'apporte à la loi aucune modification qui ait pour effet d'approuver l'aide ou l'encouragement au suicide, ou l'euthanasie passive ou active.

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Joe McGuire (Egmont, Lib.): Dans la dernière pétition, monsieur le Président, les pétitionnaires prient le gouvernement de ne pas modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne ni la Charte des droits et libertés d'une manière pouvant donner l'impression que la société approuve les relations sexuelles entre personnes de même sexe ou l'homosexualité et, notamment, de ne pas modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne en y insérant l'expression non définie «orientation sexuelle» parmi les motifs de distinction illicite.

L'EUTHANASIE

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur aujourd'hui de présenter un certain nombre de pétitions concernant la question de l'euthanasie.

Les habitants de la circonscription de Haldimand—Norfolk demandent au Parlement de n'apporter à la loi aucun changement qui aurait pour effet de sanctionner le suicide assisté ou l'euthanasie passive ou active.

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk, Lib.): Monsieur le Président, j'ai également l'honneur de présenter à la Chambre une pétition des habitants de Haldimand—Norfolk concernant la question des relations entre personnes de même sexe.

LES DROITS DES ENFANTS À NAÎTRE

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk, Lib.): Dans la dernière pétition, monsieur le Président, les électeurs de Haldimand—Norfolk demandent au Parlement de modifier le Code criminel de façon à assurer aux enfants à naître la même protection que celle dont jouissent les autres êtres humains.

LES CARTES DE TUEURS

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River, Lib.): Monsieur le Président, j'ai une pétition organisée et recueillie par de nombreux jeunes Canadiens de la circonscription de Scarborough—Rouge River.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de voir à ce que l'importation, la distribution, la vente et la fabrication des cartes à échanger connues sous le nom de cartes de tueurs soient interdites.

LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU

M. Jim Abbott (Kootenay—Est, Réf.): Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à présenter. La première dénonce le projet de loi injuste du ministre de la Justice sur le contrôle des armes à feu, qui ne fera pas grand-chose, pour ainsi dire rien, pour réduire les crimes avec violence au Canada et qui restreindra ou même supprimera les droits des chasseurs et des amateurs de tir à la cible honnêtes et respectueux de la loi.

Je veux que les pétitionnaires sachent que je partage leur point de vue.

L'INDUSTRIE MINIÈRE

M. Jim Abbott (Kootenay—Est, Réf.): Monsieur le Président, j'ai aussi le plaisir de présenter une pétition de 178 pages sur la question des mines. La situation des investissements au Canada force l'industrie minière à chercher des possibilités d'exploitation ailleurs, une tendance qui l'a amenée à réduire radicalement la main-d'oeuvre qu'elle emploie, au cours de la présente décennie, et qui menace la survie à long terme de cette activité au Canada.

Je partage absolument les sentiments exprimés par les pétitionnaires. J'ajoute que j'interviendrai plus tard à la Chambre à la défense de l'industrie minière, dans le débat sur le projet de loi C-48 concernant les ressources naturelles.

• (1530)

LES DROITS DES GRANDS-PARENTS

Mme Daphne Jennings (Mission—Coquitlam, Réf.): Monsieur le Président, en conformité de l'article 36 du Règlement, je voudrais présenter des pétitions au nom de petits-enfants et de grands-parents canadiens qui demandent au Parlement de modifier la Loi sur le divorce, afin d'autoriser les poursuites devant les tribunaux visant à assurer l'accès des grands-parents à leurs petits-enfants.

L'EUTHANASIE

M. Ed Harper (Simcoe—Centre, Réf.): Monsieur le Président, j'ai trois pétitions à présenter aujourd'hui, dont deux au nom des électeurs de ma circonscription de Simcoe—Centre et l'autre, au nom des électeurs de la circonscription de Sarnia—Lambton.

La première pétition qui vient de Simcoe—Centre porte sur l'euthanasie. Les pétitionnaires réclament l'application des lois actuelles concernant l'euthanasie active.

L'ORIENTATION SEXUELLE

M. Ed Harper (Simcoe—Centre, Réf.): Monsieur le Président, la deuxième pétition qui vient de Simcoe—Centre concerne l'orientation sexuelle.

Les pétitionnaires s'opposent à l'inclusion de l'expression non définie «orientation sexuelle» dans la Loi canadienne sur les droits de la personne. Le refus de définir cette expression laisse aux tribunaux le soin de l'interpréter, ce qui établirait un danger précédent.